érudit
www.erudit.org

Article

« L'histoire urbaine en France. Nouvel objet, nouvelles approches »

Isabelle Backouche

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, vol. 32, n° 1, 2003, p. 7-14.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: http://id.erudit.org/iderudit/1015738ar

DOI: 10.7202/1015738ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. *Érudit* offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Document téléchargé le 16 novembre 2015 08:28

L'histoire urbaine en France. Nouvel objet, nouvelles approches

Isabelle Backouche

Résumé

L'article analyse les difficultés de constitution d'un champ de recherches autonome autour de la ville en France tout en repérant les fructueuses pistes ouvertes par les recherches récentes pour cerner la spécificité de l'urbain. Trois d'entre elles sont approfondies : l'entrée par l'espace, l'attention à la diversité des acteurs, la valorisation du changement urbain. Ces trois interrogations sont déclinées sur des terrains urbains variés et des époques différentes, montrant que les convergences de la recherche en histoire urbaine passent par un intérêt primordial pour l'expérimentation et le dialogue avec d'autres disciplines.

Abstract

This paper analyzes the difficulties of conducting independent research on the subject of the city in France, while exploring fruitful areas of study opened by recent scholarship that defines the urban specificity. Three of these areas are dealt with in depth: the introduction of space as an analytical tool, attention to diverse forces, and the development of urban changes. These three areas draw upon varied urban fields of study at different times, thus showing how urban history research converges on key subjects for experimentation and dialogue with other disciplines.

Les années 1970 représentent en France un tournant significatif à plusieurs titres dans le champ de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'histoire urbaine ». Elles ouvrent en effet toute une série de remises en cause, de débats, de déplacements méthodologiques qui appellent à une définition de l'objet « ville » assortie de nouvelles approches. La question centrale est bien le mode de définition de la ville pour les historiens, alors même que la ville s'offre avec toute son évidence, parce qu'elle est devenue notre cadre de vie dominant.

Le chemin parcouru par les historiens français est largement fondé sur des travaux empiriques qui chacun ajoute sa pierre à l'édifice en construction. Ainsi, la recherche historienne en matière de ville progresse de façon assez individuelle, sans réel appui institutionnel pour faire émerger une dynamique de recherche et de réflexion collective. Ce n'est que plus récemment que des initiatives institutionnelles ont tenté de fédérer les chercheurs, et il est encore difficile de mesurer leur impact sur le plan épistémologique et scientifique[1].

Un biais évident ne peut manquer de marquer ce bilan historiographique : il est difficile d'embrasser toutes les périodes et tous les horizons géographiques, et ma recension sera probablement partielle, et peut-être trop parisienne. L'objectif est d'éclairer les évolutions historiographiques sans souci d'exhaustivité, de mettre en valeur certaines approches qui ouvrent de nouvelles perspectives à la définition d'un objet de recherche et d'un champ historiographique. La ville est un objet de recherche qui appartient à toutes les époques et à de nombreuses disciplines, et qui fait appel à toutes les réalités humaines. Ce triple éclatement explique probablement la difficulté d'un bilan, surtout s'il est dressé par une seule chercheuse, ancrée nécessairement dans un terrain empirique et historiographique restreint. Pourtant, il me semble que les expériences de recherche sont de meilleurs observatoires pour évaluer une pratique scientifique et ses orientations que de grandes pétitions de principes qui ne trouveraient pas d'écho. C'est pourquoi ce bilan souhaiterait davantage mettre en relief les pistes lancées ces dernières années plutôt que les échecs pour voir s'affirmer un réel champ autonome. Plutôt qu'un mode d'emploi ou un appel à la communauté scientifique pour se fédérer, je m'en tiendrai à la comparaison entre les ouvertures qui se sont faites depuis les années 1970, les directions qu'elles ont proposées pour voir s'affirmer l'histoire urbaine, et certains travaux produits depuis cette date.

Nouveaux contextes, nouvel objet

Les années 1970 représentent en France un double tournant qui permet d'éclairer différemment l'objet urbain du point de vue savant. Sur le plan historiographique, la veine des monographies de villes dans une perspective d'histoire totale sous l'égide d'Ernest Labrousse semble s'épuiser. À cet égard, la thèse de Maurice Garden sur Lyon fait preuve d'un certain doute à l'égard de cette approche, en insistant sur la nécessité de prendre en compte les « comportements » citadins ; dans la dernière partie de l'essai, l'auteur envisage les relations entre individus et société. Il constate l'importance du « fait mineur » pour comprendre « la façon de vivre » des Lyonnais et conclut : « Renonçant en partie aux structures économiques dégagées par l'étude des fortunes des divers milieux urbains, nous rechercherons avant tout dans cette troisième partie à voir vivre, côte à côte, ensemble ou en opposition les uns avec les autres, les corps qui rassemblaient, dans les structures anciennes, les divers individus qui composent la société lyonnaise [...] Est-ce que le Lyonnais se sentait d'abord ouvrier en soie, et ensuite seulement Lyonnais, ou mieux encore habitant de son quartier, ou de son faubourg? Bien des cadres, matériels ou juridiques, ou religieux, pourraient être retenus comme cellule de départ. Le pâté de maisons, le quartier, la paroisse ne sont-ils pas des réalités plus vivantes et plus représentatives que l'appartenance à un métier? Les réponses à ces questions sont difficiles[2] ».

Diversité des cadres qui participent à l'élaboration de l'identité urbaine, emboîtement des échelles pertinentes pour aborder l'étude du social, interaction entre les logiques de groupe – économiques, religieuses ou juridiques – et les stratégies individuelles, toutes ces pistes ne sont qu'esquissées mais elles valent la peine d'être soulignées, signalant la remise en cause d'une approche et d'une méthodologie qui dominait l'approche des villes dans les grandes thèses labroussiennes.

Le travail de Jean-Claude Perrot sur Caen participe de façon plus radicale à cet ébranlement de l'approche historienne. En plaçant au centre de son projet l'assignation de la naissance de la ville moderne selon le paradigme fonctionnaliste, J.-C.

Perrot met en lumière des catégories de pensée de la ville qui, de son point de vue, ont perduré jusqu'à nos jours[3]. Attribuant à la ville des vertus qualitatives qui ne peuvent se réduire à une approche quantitative, il propose de rapporter à l'espace les différentes réalités urbaines afin de comprendre leur interaction. Et il ancre sa recherche dans deux corpus de textes – les « théoriciens d'autrefois » et les sciences sociales – dont la parenté légitime une nouvelle approche de la ville.

Cette sensibilité au mode de pensée des contemporains de l'objet étudié justifie l'ouverture sur d'autres disciplines, et l'on aborde alors le second renouveau contextuel. En effet, à partir des années 1960, la ville devient objet de réflexion pour le milieu de la décision en matière d'aménagement et de politiques urbaines, et plusieurs disciplines sont sollicitées à titre d'expertise (sociologie, géographie, économie)[4]. Mais Jean-Claude Perrot, une fois sa thèse publiée, renonce à poursuivre sur la voie initiée, et réinvestit ses propositions épistémologiques sur un autre objet, l'économie politique[5].

Bernard Lepetit, qui effectue sa thèse sous la direction de J.-C. Perrot, reprend à son compte ses propositions, en travaillant à une autre échelle[6]. Son travail sur les villes modernes pose d'emblée la question de la définition d'une ville, et il y répond en croisant deux grilles élaborées pour l'une avec les définitions des acteurs d'autrefois, pour l'autre avec les critères qui sont les nôtres aujourd'hui : « Si l'objet d'analyse est à construire, s'il ne doit pas être enfermé, dès l'origine, dans des catégories a priori, c'est la démarche même de la recherche qui le porte au jour et l'explicite. Les deux processus, celui de l'évolution du fonctionnement de l'armature urbaine et celui de son élucidation, ne peuvent être séparés ». Et les résultats, empiriques, statistiques et cartographiques révèlent les interactions, et les évolutions, entre les deux modèles de ville. Son enquête met au jour l'intérêt de la construction d'une enquête historienne attentive aux décalages entre les catégories des observés et celles des observateurs. Reconnaître ces écarts, en faire l'histoire et les utiliser à des fins épistémologiques permet de porter une nouvelle lumière sur la ville. Et cette définition de la ville s'inscrit dans une dynamique qui est centrale dans son propos : « L'échec, je crois, naîtrait de la juxtaposition de deux tableaux séparés par un siècle, et de l'appréciation de leurs ressemblances et de leurs différences. Tout est dans le passage d'un point à l'autre et dans la manière dont, progressivement et partiellement, le paysage se modifie ».

Ainsi, pour ces deux chercheurs, l'interrogation centrale sur la définition de la ville aboutit à dessiner une méthode de recherche et des propositions ambitieuses pour centrer l'enquête historienne sur la spécificité de l'urbain, spécificité que l'histoire économique et sociale dominante avait occultée dans les années précédentes. Un autre motif de cette occultation, valable pour la période contemporaine, réside dans le lien très fort qui a été tissé entre urbanisation et industrialisation. Jean-Claude Perrot est catégorique sur ce point, et sa chronologie ainsi que celle de Bernard Lepetit en atteste, l'industrie n'a pas été à l'origine de notre urbanisation et c'est l'échange qui a servi de détonateur. Marcel Roncayolo et Louis Bergeron discutent cette thèse dans un article sur la vitalité des études urbaines dans l'historiographie française en 1974[7]. Ils soulignent la coupure malheureuse entre histoire moderne et histoire contemporaine qui « a brisé le champ chronologique naturel des continuités et des transformations urbaines », et proposent toute une série de nuances pour articuler les deux mouvements, rejetant la possibilité d'un modèle qui permettrait de saisir de façon mécanique les liens entre industrialisation et urbanisation.

Bernard Lepetit a poursuivi sa réflexion sur l'objet urbain au-delà de sa thèse en livrant des propositions fructueuses dans une série d'articles historiographiques[8]. Il a de plus dirigé à l'École des hautes Études en Sciences Sociales toute une série de thèses permettant de confronter ses hypothèses à des enquêtes empiriques très variées, dans le temps comme dans l'espace. À ses yeux, les évolutions qui ont contribué à faire émerger la spécificité de l'urbain sont les suivantes : la rupture consommée avec l'histoire labroussienne, l'obligation de construire un objet dont on refuse l'évidence, aussi bien spatiale que sociale, la conception de la ville comme « système » qui ne peut se comprendre qu'à la condition d'analyser les relations entre les différentes composantes de ce système, enfin, un changement d'échelle, la ville n'étant plus envisagée dans son intégralité et selon des limites spatiales toujours difficiles à prendre en compte, tant les définitions de la ville varient dans le temps. Au contraire, les analyses les plus fructueuses, celles qui parviennent à donner du sens à l'objet urbain découlent d'une question, d'un problème que le chercheur soulève et auquel il tente de répondre en convoquant et en croisant des éléments qui appartiennent à des domaines de la réalité différents, mais que de nombreuses études classiques compartimentent et isolent par avance. Cette restitution des solidarités entre les différents mondes de l'action doit se faire à la lumière des stratégies des acteurs, et non selon les seuls impératifs de la démonstration, qu'elle soit quantitative ou davantage sensible aux représentations. La perméabilité postulée entre le questionnement du chercheur et l'expérience des acteurs contribue à faire de la ville un carrefour d'actions de tout ordre, qu'il faut organiser pour comprendre son changement ou, au contraire, sa permanence.

Ainsi, l'histoire urbaine ne peut se définir uniquement par son objet, la ville, définition trop vague et lâche qui aboutit à ne plus considérer la ville que comme un cadre, cadre de découpage du matériau archivistique ou d'une étude sociale ou économique. La dynamique de l'histoire urbaine relève plutôt de la *posture* qu'adopte le chercheur, des méthodes qu'il favorise, des déplacements qu'il propose par rapport à une histoire économique et sociale dominante jusque dans les années 1980.

Il faut en effet partir du constat que la ville n'a rien d'évident comme objet d'étude, évidence que nous impose la familiarité avec le monde urbain de notre temps présent. La ville doit se construire en tant qu'objet d'études et cette construction

doit tenir compte de plusieurs impératifs. Trois points semblent déterminants pour aborder le champ de l'histoire urbaine en les inscrivant dans le contexte historien français des années 1990 et en tentant de dégager les ouvertures dont ils sont porteurs. La distinction entre ces trois points appelle une réserve : ils sont solidaires dans l'approche et se nourrissent réciproquement.

Histoire urbaine et espace

La réintroduction de la dimension spatiale, c'est-à-dire la mise en œuvre d'une analyse qui rapporte à l'espace les phénomènes politiques, économiques et culturels, est un moyen de faire naître des questions spécifiquement urbaines. Dans cette perspective, le choix de l'échelle influence la nature de l'objet d'enquête. Après les monographies urbaines labroussiennes et la tentative menée par Bernard Lepetit d'envisager les villes de la France de l'Ancien Régime dans le sillage de la réflexion de Jean-Claude Perrot, il semble que les études centrées sur des objets plus circonscrits, à considérer dans toutes leurs dimensions, soient privilégiées par les chercheurs. C'est le cas de mon travail sur la Seine et Paris que j'ai effectué sous la direction de Bernard Lepetit[9]. L'espace fluvial se distingue par ses qualités physiques sans être délimité de façon univoque, et sa configuration est mouvante selon les moments de l'analyse. Il s'agit de refuser la fixation a priori d'une échelle, ou encore son unicité. Ainsi, pour comprendre les transformations de l'espace fluvial, j'ai fait varier les échelles d'analyse (le port, l'amont du fleuve dans Paris, la Seine dans son bassin hydrologique, la Seine dans l'espace national) afin d'analyser la diversité des configurations spatiales pertinentes pour chacun des acteurs. Cette élasticité des échelles a une autre justification : elle met en valeur une variation d'échelle qui découle du changement d'usages sur le fleuve, changement prôné par les contemporains : en 1750, la Seine est un espace urbain qui prend sens au travers des pratiques des Parisiens; en 1850, elle est une voie fluviale nationale étrangère à la ville et à ses habitants.

Vigilantes sur les implications des outils utilisés et postulant l'historicité des modèles historiographiques, les recherches récentes dialoguent, à propos des échelles du travail historien, avec l'histoire totale et la micro-histoire. Elles mettent en valeur le fait qu'elles ne sont pas innocentes, puisque l'adoption d'une échelle est un point de vue de connaissance. Elles montrent qu'elles sont nécessairement multiples mais que cette multiplicité ne vise pas une continuité du social, voire une exhaustivité inaccessible. Au contraire, chacune est une représentation du réel qui a une autonomie et qui influe sur les résultats de la recherche. Enfin, la cumulation des résultats ne peut se faire par simple addition ou par une moyenne. L'idée de représentativité d'une recherche s'estompe au bénéfice de son champ de validité, glissement qui érige l'histoire en science pratique, à valeur expérimentale.

La ville doit être considérée comme une forme qui se déploie dans l'espace, sans présager d'une relation unilinéaire entre chaque activité et l'espace qui l'accueille. Ce postulat permet de dépasser le paradigme fonctionnaliste en privilégiant les décalages chronologiques entre les usages (matériels ou symboliques) et les espaces dans lesquels ils s'inscrivent. La ville est donc faite de « morceaux désaccordés » et le travail de l'historien vise à comprendre leur genèse et les logiques à l'œuvre selon les époques. Privilégiant la notion de traces, entendues comme l'ensemble des fragments hérités et disparates dont les villes sont faites, on peut analyser les pratiques par lesquelles les sociétés sont engagées dans un processus permanent et ouvert, de réaffectation de leurs espaces selon deux trames d'observation : les équilibres sociaux du moment et les « valeurs dormantes » (l'expression est de Fernand Braudel) des espaces. Cette approche de la ville, fondée sur la diversité des temporalités et leur décalage, s'enrichit, sans exclusivité, de la lecture de travaux extérieurs au champ historien. On peut ainsi combiner trois directions d'exploitation, trois points de vue de connaissance. La ville-mémoire en s'appuyant sur les travaux de Maurice Halbwachs[10], la ville-signe en allant du côté de la sémiologie urbaine[11], et la ville-texte en explorant les conditions d'une herméneutique urbaine à partir des textes de Paul Ricœur[12].

Natacha Coquery choisit l'hôtel aristocratique parisien comme observatoire en privilégiant le moment du réinvestissement de ces bâtiments au XVIII^{e} siècle par l'administration publique[13]. Elle met en valeur les formes historiques changeantes de l'articulation entre un espace – les hôtels aristocratiques parisiens – et la société qui l'investit. Du fait de ce changement même, le projet est difficile car, derrière le même nom, tout change : la forme, l'usage et la signification même du nom. Et, dans le même temps, ces hauts lieux du pouvoir aristocratique restent le symbole de pouvoir et fixent de la valeur dans l'espace parisien, accentuant et perpétuant la coupure est/ouest qui caractérise la capitale. Toute la difficulté réside dans la démarche historienne qui s'efforce de saisir du changement là où, en apparence, il y a fixité. Mais son programme de recherche met en valeur les ruses d'une société avec son espace, et la nécessité pour le chercheur de dépasser les apparences formelles ou toponymiques pour comprendre les processus qui affectent la ville, c'est-à-dire de façon solidaire son espace, ses usages et la société qui l'occupe. Ici, le réinvestissement des hôtels par l'administration publique correspond à un effort de professionnalisation qui se traduit par une sédentarisation dans des lieux spécialisés. Et il est important de noter que ce mouvement s'amorce dès 1760, faisant apparaître une chronologie propre à la mutation urbaine et indépendante de la césure révolutionnaire.

On trouve cette même volonté de briser les cadres anciens d'appréhension de la ville, afin de donner du sens aux usages sociaux et mettre ainsi en relief l'articulation entre pratiques et dénivellations de l'espace urbain, dans l'étude de Laurent Fourchard qui embrasse les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso dans l'ancienne Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Fasso[14]. Soucieux de mettre en valeur des groupes sociaux, des clivages religieux, des compétitions commerciales, des enjeux fonciers, des lieux de pouvoir et de contre-pouvoir, jusque-là ignorés par l'historiographie des études urbai-

nes en Afrique Noire, il construit toute sa démonstration en faisant de l'espace de la ville un véritable objet historique à construire au fil de la recherche. En variant les échelles spatiale et sociale, il rompt la dualité réductrice qui oppose la ville indigène et la ville européenne, et fait apparaître une multiplicité de territoires pertinents pour les acteurs, multiplicité qui restitue la complexité de la ville africaine. C'est en prenant en compte les interactions entre les groupes sociaux et la diversité sociale de la ville qu'il fait apparaître des divisions qui ne sont pas exclusivement sociales et politiques, telle l'opposition entre colons et colonisés, et ces divisions ont une valeur urbaine avant tout. En variant les échelles, il montre comment certains espaces intra-urbains relèvent d'une polysémie qui découle de la superposition, ou de la succession, d'usages. Ainsi, la rue est tout autant le lieu de la mise en scène du pouvoir que le lieu d'expression de résistances qui échappent à l'autorité coloniale. De même, la cour est un espace commercial dont l'interprétation mérite une analyse fine pour restituer les liens sociaux mis en jeu, et elle deviendra, contre toute attente, le lieu de formation d'une opinion publique africaine après 1945. Il examine aussi les différents quartiers de la ville à la lumière des équilibres, et des tensions, que la perméabilité entre quartiers permet de maintenir. Ainsi, certains espaces urbains caractérisés par une pratique dominante, comme le quartier de la prostitution, sont envisagés comme des lieux d'échappatoire face à la pression sociale et religieuse de ces villes. Aucun territoire urbain n'est considéré pour lui-même de façon isolée; c'est bien les relations complexes, entre espaces et entre l'espace et la société, qui fondent ce projet d'histoire urbaine.

Appuyés sur les usages sociaux de l'espace urbain, ces deux projets mettent en valeur une seconde exigence : l'intérêt pour les stratégies de ceux qu'on peut nommer les « indigènes », les acteurs des sociétés urbaines anciennes. Il s'agit d'opérer une sorte de dépaysement, dont les potentialités heuristiques concernent les usages du temps, et permettent de résoudre la question de la distance entre le présent du chercheur et le passé des acteurs.

L'historien et les acteurs

En étant attentive à l'expérience des acteurs, aux logiques individuelles et collectives de leur action dans tous les univers sociaux, l'analyse urbaine trouve une manière de remettre en cause les catégories d'analyse établies par l'historiographie des décennies précédentes. Se dévoile par ce biais la réification des structures analytiques qui stérilisent l'enquête ou plutôt la font aboutir à des résultats attendus puisque entièrement déterminés par les hypothèses qui président à sa mise en œuvre. Ainsi, en faisant valoir le jeu qui se noue entre les protagonistes de l'objet étudié, le chercheur parvient à une réflexivité analytique organisée par des fils directeurs qui lui sont tendus par les « indigènes ».

Envisagés dans toute leur diversité (rang social, pratiques, institutions, collectivités de tout ordre), les acteurs occupent le devant de la scène. Or, le jeu social mobilise les ressources politiques, économiques, culturelles de chacun de ses participants, dans des configurations sans cesse renégociées, et c'est au travers de ces expériences que ces chercheurs proposent d'élucider les relations entre les dimensions du réel. Plutôt que de figer chacun dans une identité sociale prédéterminée, il s'agit de mettre en lumière comment, à une époque donnée, dans un espace donné, chacun déploie des stratégies précises. Et celles-ci ne sont pas étudiées pour elles-mêmes, mais plutôt dans la perspective de comprendre les dynamiques qui affectent la ville. Ainsi, mon étude sur la Seine et Paris prend pour point de départ le milieu du XVIII^{e} siècle, dans la mesure où l'analyse des dossiers d'archives révèle l'importance des conflits qui opposent le bureau de la ville, les usagers et les « aménageurs », ainsi que les projets qui se multiplient à partir de 1750 à propos de cet espace. Tous ces indices désignent la saturation de l'espace fluvial au milieu du XVIII^{e} siècle, saturation qui est perçue par tous les acteurs qui mettent en œuvre des logiques différentes pour y remédier (surenchère des baux, éviction de certaines activités, négociation autour du partage de l'espace, aménagements urbains). Or, cette diversité d'actions et de représentations, beaucoup plus que la condition sociale ou économique des acteurs, ou encore le contexte technique, est au centre de mon travail. C'est elle qui a guidé l'analyse, marqué son déploiement chronologique et orienté la recherche vers l'élucidation des conditions du changement sur le fleuve.

À ce titre, le travail de l'historien de la ville relève d'une double construction, d'une double expérience dont la perméabilité est évidente et qu'il doit assumer. D'une part, la construction sociale des acteurs du passé qui actualisent des représentations et donnent du sens à des pratiques inscrites dans un espace, d'autre part, la construction savante, celle du chercheur qui vise à donner du sens à un objet et à mettre en valeur sa transformation.

C'est en observant le jeu des acteurs autour de l'échange que Jean-François Chauvard aborde la Venise du XVII^{e} siècle[15]. La circulation des biens permet de croiser les stratégies immobilières, l'inscription topographique de la propriété et les comportements patrimoniaux. En montrant le contraste entre la stabilité des structures urbaines et le lent changement des structures de la propriété du patriciat, il donne à la vente un sens économique, social et symbolique. Sa méthodologie repose sur une différenciation des niveaux d'analyse qui révèle un effort de contextualisation de l'échange permettant de relire les modèles interprétatifs proposés par les économistes et les anthropologues. C'est bien la perspective d'histoire urbaine qui produit ces déplacements, et le point d'observation comme la méthode en sont les révélateurs judicieux. Ainsi, en reconstituant ce qu'il appelle des « biographies d'habitations », nécessairement limitées à un espace restreint mais sur plus d'un siècle, il embrasse sur le long terme les comportements sociaux à partir de la construction de deux groupes de biens : ceux qui circulent intensément et ceux qui, au contraire, sont marqués par la permanence. Autre acquis important de cette recherche : les catégories d'analyse sont construites au moyen de l'observation des stratégies d'acteur, précaution

utile pour éviter l'anachronisme. De même, la valeur sociale attribuée aux biens est déduite de l'observation des stratégies de constitution des dots : elles introduisent des dénivellations au sein des patrimoines, puisqu'on réutilise les biens reçus par les femmes de la génération précédente et, là encore, la création des catégories de biens découle de l'analyse des comportements des acteurs et non plus des seuls critères économiques ou marchands. Ainsi, le système de circulation des biens, les stratégies de transmission et d'accumulation immobilières éclairent le fonctionnement d'une société aux prises avec son espace matériel, il sert de carrefour pour saisir les interactions entre sphère économique, juridique et sociale, et les représentations qu'en a la société vénitienne du XVII^{e} siècle.

Florence Bourillon, dans les recherches qu'elle mène sur Paris au XIX^{e} siècle, associe deux angles d'approche : l'analyse des mutations urbaines à différentes échelles (quartier, rue, maison) et le partenariat entre les différents acteurs (membres des commissions, architectes promoteurs, particuliers). Elle peut ainsi observer les différentes modalités de propositions, de négociations et d'occasions réussies ou manquées. Elle met en relief la diversité des modes de valorisation de l'espace urbain et les difficultés de la rénovation urbaine face aux évolutions anciennes, en tenant compte du choc des temporalités dans la ville qui voit se confronter le temps des aménageurs et le temps des usages. Ainsi, les multiples processus d'adaptation des Parisiens à la ville transformée qu'elle saisit à l'échelle des individus concourent à nuancer les effets de l'*haussmanisation*. Paris est une ville moderne qui invente un fonctionnement urbain fondé sur l'intégration des habitudes anciennes. En considérant les décalages et les permanences nichés au cœur d'un processus habituellement perçu comme un changement radical de la ville, elle montre que « les pratiques de l'habité changent moins rapidement que l'aspect de la ville[16] ».

Autre articulation essentielle et sensible pour aborder l'histoire des villes, les stratégies d'acteurs se déploient, et sont identifiables, à travers les pratiques comme les discours, sans hiérarchie, ni priorité, ni exclusivité. La démarche doit dépasser l'alternative qui serait celle d'une spécialisation parfois exclusive des travaux historiques du côté des réalités ou des représentations, et refuser la mise en abîme qui voudrait que tout soit représentation. Précisément, les deux dimensions doivent être prises en compte solidairement en pensant l'articulation entre travail de recherche et logiques d'acteurs. De ce point de vue, les dossiers d'archives ont un double usage, puisqu'il faut considérer tout autant les conditions de leur production que leur contenu pour épuiser leurs ressources. Ainsi, si les ingénieurs, architectes, avocats du Parlement réfléchissent sur la Seine à partir de 1750, cette pratique intellectuelle mérite d'être considérée dans l'analyse, elle n'est pas innocente. Partant du constat que nos représentations – celles que l'on nomme savantes – comme celles des indigènes sont instrumentales, qu'elles sont dotées de sens, et qu'il n'existe donc pas de représentation pertinente et absolue du réel, il faut envisager les images et les discours de l'époque étudiée comme des indicateurs qui balisent le cheminement de l'enquête. Ainsi, Simone Delattre dans son étude sur la nuit à Paris interroge les usages sociaux de la rue et du temps citadin, guidée par les sensibilités du début du XIX^{e} siècle[17]. Elle constate la prolifération d'écrits consacrés à la nuit parisienne, ce qui indique une nouvelle attention à ses acteurs et à son paysage ainsi qu'un souci réglementaire qui tente d'organiser cette vie nocturne. Surgit ainsi ce qu'elle considère comme un attribut urbain qui distingue Paris de la province, l'existence d'une vie nocturne. Les usages que les « noctambules » font de l'espace parisien orientent sa lecture de l'espace et du temps parisien, et elle montre les décalages qui peuvent exister entre les normes et les comportements, décalages qui organisent sa chronologie jusqu'à la fin du Second Empire. Ainsi, les équivalences forgées par l'historiographie parisienne, comme l'assimilation entre la délinquance et le peuple, ou encore le partage entre archaïsme et modernité, sont remises en cause grâce à une analyse attentive aux interactions entre imaginaire social et intervention rationalisante sur la ville du XIX^{e} siècle.

Autre confrontation productive, celle des pratiques urbaines et de la mémoire urbaine. Stéphane Michonneau analyse les processus d'objectivation du passé en mémoire à Barcelone. Il montre comment l'interaction entre la quête d'une identité urbaine, les discours sur la ville et le façonnement de l'espace urbain, sur le plan matériel et symbolique par le biais des rituels, des attributions de nom de rues ou encore d'érection de monuments, permet à une partie des élites barcelonaises de construire une mémoire collective qui est tout autant un instrument de légitimation qu'un mode de contrôle social afin de discipliner la société catalane[18].

Dernier point, si tout livre d'histoire est un livre unique, il n'épuise pas les possibles de la ville. Ainsi, la confrontation entre les logiques d'acteurs se solde par un affrontement qui fait des gagnants et des perdants. Sur la Seine, entre 1750 et 1850, les Parisiens usagers du fleuve dans leur grande majorité sont les perdants; ils ont longtemps résisté aux décisions qui les excluent d'un fleuve désormais entièrement voué à la navigation et, si j'ai tenu compte de ces résistances pour analyser le changement urbain, ses modalités et ses rythmes, il n'en reste pas moins que mon étude met en scène en quelque sorte l'histoire des vainqueurs – ces ingénieurs des ponts et chaussées, pour dire vite, qui s'affirment et règnent à cette époque. S'il faut renoncer à l'illusion d'une histoire totale de la ville, il faut également accepter l'idée qu'une analyse se construit pour mettre en valeur un processus qui émerge parce qu'il résonne avec notre présent mais qu'en contrepartie, elle reste partielle et qu'elle en appelle d'autres.

Le changement urbain

La prédilection d'études récentes pour le changement urbain est une des modalités pour mettre en valeur l'articulation entre les pratiques et les formes urbaines. Chacun de ces deux registres du social a son rythme propre d'évolution, obligeant le chercheur à solidariser ses observations, tout en étant attentif aux écarts temporels qui font la complexité de ce que

j'ai appelé la « mise en mouvement » de l'espace fluvial. Après le temps linéaire de l'école positiviste et la longue durée prônée par Fernand Braudel, il faut en quelque sorte renoncer à prévoir et justifier a posteriori les évolutions urbaines. Tout au contraire, l'analyse doit permettre de comprendre le cheminement des transformations urbaines en tenant compte d'une diversité de temporalités et en rompant avec une lecture univoque du temps historique. Ainsi, l'histoire urbaine doit construire son objet autour de l'élucidation des conditions du changement et l'historien est sommé de faire des choix de méthodes, d'échelles et d'hypothèses. Les renoncements sont obligatoires afin de conserver le cap de la spécificité urbaine, renoncements de deux ordres qui m'ont été signalés comme des lacunes dans mon travail sur la Seine et Paris, critiques qui me sont apparues comme des résurgences, ou des résistances, des idoles que François Simiand dénonçait au début du siècle[19]. D'une part, une insatisfaction face à une enquête qui n'épuise pas toutes les possibilités dans un niveau de la réalité : histoire économique, politique ou encore histoire des représentations de la Seine. D'autre part, une certaine déception face au traitement de la chronologie qui s'organise autour des modalités de transformations de l'espace fluvial, et non comme un fil directeur et structurant de l'étude. Ainsi, par exemple, certains historiens de la Révolution Française sont restés sur leur faim en lisant mon étude, alors que c'est de façon un peu délibérée que j'ai banalisé cet épisode qui marque l'historiographie française et empêche de penser les continuités entre les XVIII^{e} et XIX^{e} siècles. Il n'en reste pas moins qu'il me semble qu'à la lumière de cette première enquête, il serait probablement fructueux de resserrer la lentille d'observation sur ce moment particulier : ce serait l'occasion de tester le jeu des temporalités et des échelles en se gardant des découpages chronologiques pré-établis, extérieurs à l'objet.

À cet égard, les recherches que je mène sur la croissance de l'espace urbain parisien au XIX^{e} siècle, à partir du cas de la périphérie nord autour du bassin de la Villette, montrent que les mutations de l'espace urbain ont leur chronologie propre. L'importance vitale de La Villette pour la capitale et les lentes mutations repérées dans la première moitié du XIX^{e} siècle renforcent les continuités de tout ordre avec Paris. Par conséquent, cette intégration est bien une réalité, sociale et économique, antérieure à l'annexion des communes périphériques qui intervient en 1860. L'histoire de la capitale étant fortement déterminée par les interventions du Second Empire et du baron Haussmann, il semble important de réhabiliter les transformations antérieures à la décision d'annexer pour mieux comprendre le contexte de cette prise de décision dont les motivations ne sont pas seulement politiques. L'aménagement du bassin et des canaux déclenche un processus rapide d'urbanisation de La Villette, et l'on doit prendre en considération ces transformations économiques et sociales pour comprendre les modalités de croissance de la capitale, et donner du sens à l'acte administratif qui entérine l'incorporation de La Villette dans les limites parisiennes à partir de 1860. Cette même perspective d'une relecture des chronologies parisiennes est au centre d'un colloque qui a rassemblé des chercheurs de plusieurs disciplines et montré combien la notion de modernité demande à être contextualisée finement en tenant compte des réalités urbaines, mais également des représentations des différents acteurs[20].

Le changement urbain est souvent le résultat d'un bricolage, renégocié entre les acteurs urbains, et dont la mémoire peut se perdre. Annie Fourcaut en a fait la démonstration dans son étude sur les lotissements défectueux qui cernent les grandes villes, et surtout Paris, dans l'entre-deux-guerres[21]. Elle décrit la croissance de la banlieue comme résultant de l'activité de plusieurs agents, minuscules, dispersés, clandestins (lotisseurs et mal-lotis) et c'est en partant d'un processus et de ses acteurs qu'elle met en évidence l'histoire de la ville ordinaire. Par rapport à un contexte institutionnel et national qui fait de l'entre-deux-guerres une période creuse du point de vue de la politique urbaine, cette analyse met en relief la vitalité de la ville, à condition de changer d'échelles et de point d'observation. Ainsi, si plusieurs lois tentent d'encadrer le processus alors qu'il est largement amorcé, ce moment de développement urbain reste décrié et fixe pour longtemps une image négative de la banlieue. Et la variation de l'échelle d'analyse concerne le social, en croisant les pratiques individuelles et collectives, comme l'espace, le questionnement imbriquant une approche de la rue, du quartier et de la Région parisienne. Son analyse met aussi en valeur une histoire par le bas qui ne s'en tient pas à une approche politique ou institutionnelle mais qui, au contraire, révèle le puissant moteur que constituèrent les initiatives privées, celles des lotisseurs comme celles des lotis, dans la croissance de l'espace urbain parisien à cette époque. Et ce sont les interactions entre les logiques individuelles et les transformations de l'espace qui donnent corps à son approche du social, puisque les relations de solidarité ou de conflits qui se nouent au fil du processus sont aussi les moteurs de sa dynamique. Elle tient également compte des représentations qui se forgent à cette époque « non comme supplément d'âme, mais pour comprendre itinéraires résidentiels, sociologie des quartiers et zonage des banlieues ». Distinguant trois phases dans le processus depuis le lotissement pavillonnaire incontrôlé, en passant par un contrôle de l'État puis par une contribution active de la puissance publique à l'aménagement de ces quartiers, elle montre comme le lotissement défectueux accède à l'urbanité de façon différée et avec de visibles dysfonctionnements, et comment se construit la notion de crise urbaine en prenant en considération le jeu de l'opinion publique et celui des acteurs de l'urbain.

* * *

Entrée par l'espace, mise en relief du jeu des acteurs, valorisation du changement urbain charpentent les analyses que nous proposent les ouvrages précédemment envisagés. C'est donc par la manière d'aborder l'urbain qu'ils se démarquent et balisent le champ de l'histoire urbaine en France. On peut aussi signaler, pour finir, certains pôles thématiques qui fédèrent les recherches françaises tout en mettant en œuvre les problématiques repérées dans cette trop brève présentation

historiographique. Les mobilités urbaines, et les relations de la ville avec l'extérieur, ont été privilégiées par toute une série de travaux sur le long terme, mettant en valeur l'instabilité de la société urbaine et sa géographie sociale[22]. Le pouvoir urbain et ses complexes relations avec la société urbaine, ont été envisagés comme un puissant élément de l'identité urbaine sur des aires géographiques variées[23]. La question de l'écologie urbaine et des nuisances que la ville produit, et subit, sont au cœur des approches de certains chercheurs, mettant en relation étroite les activités urbaines et les interventions sur la forme urbaine[24]. On peut confronter cette approche environnementale avec les analyses qui s'efforcent de cerner la notion de crise urbaine, et la nébuleuse politique et professionnelle qui se construit au XX^{e} siècle et qui donne naissance à l'urbanisme[25]. Enfin, la ville est un objet que les sciences sociales peuvent aussi aborder à partir des mots : les registres linguistiques dans une ville sont multiples, ils se superposent, génèrent des conflits et façonnent une mémoire urbaine qui est partie intégrante de l'histoire de la ville[26].

Je voudrais conclure ce bilan, qui éclaire les horizons dont sont porteuses les recherches récentes que leurs auteurs n'inscrivent pas nécessairement dans le champ de l'histoire urbaine, en soulignant deux exigences qu'elles illustrent de façon cruciale et essentielle pour cerner la spécificité de l'urbain. La première concerne la priorité à accorder à l'expérimentation. Toutes ces recherches, chacune à leur manière, font partager à leurs lecteurs les conditions de mise en œuvre de l'analyse, ses postulats, ses hypothèses, ses limites. Loin de toute certitude, ces recherches posent comme condition minimum la nécessité de s'interroger sur les modalités de définition de la ville, et ce questionnement déployé sur des sociétés et des époques différentes constitue peut-être le carrefour qui donnerait à l'histoire urbaine un socle épistémologique et un espace de rencontre des problématiques. La seconde exigence, que tous ces historiens mettent en œuvre de façon raisonnée, est le nécessaire dialogue avec d'autres disciplines. Il ne s'agit pas d'emprunter paresseusement des grilles de lecture mais d'enrichir le questionnement historien des procédures d'analyse que d'autres disciplines telles la sociologie ou l'anthropologie appliquent à leurs objets. Bernard Lepetit plaidait pour une « pratique restreinte de l'interdisciplinarité[27] » et ces travaux me semblent s'inscrire dans le prolongement de cette ouverture méthodologique.

Notes

1. On peut évoquer la Société française d'histoire urbaine, fondée en 1999. Son président, Jean-Luc Pinol, présente, dans l'éditorial du n^{o} 1 du bulletin d'avril 1999, les motivations de cette initiative institutionnelle et ses objectifs. Il constate le dynamisme de l'histoire urbaine depuis plusieurs années, mais également son manque de visibilité scientifique. Il évoque également l'importance de la demande sociale et le danger d'une occultation de la dimension historique dans les débats sur l'avenir des villes. Enfin, il précise que la SFHU fédère, sans ancrage disciplinaire exclusif, tous les chercheurs qui abordent le fait urbain dans son historicité.
2. Maurice Garden, *Lyon et les Lyonnais au XVIII^{e} siècle* (Paris : Belles lettres, 1970), vi.
3. Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne, Caen au XVIII^{e} siècle* (Paris-La Haye : Mouton, EHESS, 1975).
4. Michel Amiot, *Contre l'État, les sociologues, éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900–1980)* (Paris : Éditions de l'EHESS, 1986).
5. Sur la réception du travail de J.-C. Perrot, voir Isabelle Backouche, « À la recherche de l'histoire urbaine. Jean-Claude Perrot : *Genèse d'une ville moderne* (1975) », dans Bernard Lepetit et Christian Topalov, *La ville des sciences sociales* (Paris : Belin, 2001), 267–305.
6. Bernard Lepetit, *Les villes dans la France moderne (1740–1840)* (Paris : Albin Michel, 1988).
7. Louis Bergeron et Marcel Roncayolo, « De la ville préindustrielle à la ville industrielle. Essai sur l'historiographie française », *Quaderni Storici* 27 (1974) : 827–76.
8. On trouvera les références de ces articles dans le numéro spécial des *Cahiers du Centre de recherches historiques* (EHESS) 17 (octobre 1996). Ce cahier a été publié en hommage après sa disparition accidentelle en 1996. Voir également « Histoire urbaine et espace », L'espace géographique I (1980) : 43–54; « Architecture, géographie, histoire : usages de l'échelle », *Genèses* 13 (automne 1993) : 118–38; « Une herméneutique urbaine est-elle possible », dans Bernard Lepetit et Denise Pumain, *Temporalités urbaines* (Paris : Anthropos, 1993), 287–99; « Le temps des villes », *Villes histoire et culture* 1 (décembre 1994) : 7–17; « La ville moderne en France, essai d'histoire immédiate », dans Jean-Louis Biget et Jean-Claude Hervé, *Panoramas urbains. Situation de l'histoire des villes* (Paris : ENS de Fontenay-Saint-Cloud, 1995), 173–207.
9. Isabelle Backouche, *La trace du fleuve. La Seine et Paris, 1750–1850* (Paris : EHESS, 2001).
10. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire* (Paris : F. Alcan, 1935); *La Mémoire collective*, Ouvrage posthume publié par M^{me} Jeanne Alexandre (Paris : Presses universitaires de France, 1950); *Les expropriations et le prix des terrains à Paris, 1860–1900* (Paris : E. Cornély, 1909).
11. Françoise Choay, *Le sens de la ville* (Paris : Éditions du Seuil, 1972); *L'urbanisme, utopies et réalités, une anthologie* (Paris : Éditions du Seuil, 1965).
12. Paul Ricœur, *Le conflit des interprétations, essais d'herméneutique* (Paris : Éditions du Seuil, 1969); *Entre herméneutique et sémiotique* (Limoges : PULIM, 1990); *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (Paris : Éditions du Seuil, 2000).
13. Natacha Coquery, *L'espace du pouvoir : de la demeure privée à l'édifice public, Paris, 1700–1790* (Paris : S. Arslan, 2000).
14. Laurent Fourchard, *De la ville coloniale à la cour africaine : espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^{e} siècle–1960* (Paris : L'Harmattan, 2002).
15. Jean-François Chauvard, « La propriété et l'échange. La circulation des biens immobiliers dans la Venise du XVII^{e} siècle » (thèse de doctorat d'histoire, EHESS, 2000, sous la direction de Jacques Revel).
16. Florence Bourillon, « Un immeuble dans Paris », *Cahiers d'histoire* 4 (1999), 591–611. Numéro spécial : *Habiter la ville (XVII^{e}–XX^{e} siècles).*
17. Simone Delattre, *Les douze heures noires. La nuit à Paris au XIX^{e} siècle* (Paris : Albin Michel, 2000).
18. Stéphane Michonneau, « Société et commémoration à Barcelone à la mi-XIX^{e} siècle », *Genèses* 40 (septembre 2000) : 6–32.
19. François Simiand, « Méthode historique et sciences sociale », *Revue de synthèse historique* 1 (1903) : 1–22, et 2 (1903) : 122–57.
20. Karen Bowie, dir., *La modernité avant Haussmann. Formes de l'espace urbain à Paris, 1801–1853* (Paris : Éditions Recherches, 2001).

21. Annie Fourcaut, *La banlieue en morceaux, la crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres* (Paris : Créaphis, 2000).
22. Denis Menjot et Jean-Luc Pinol, dir., *Les immigrants et la ville : insertion, intégration, discrimination, XII^e–XIX^e siècles* (Paris : L'Harmattan, Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 1996); Jacques Bottin et Donatella Calabi, dir., *Les étrangers dans la ville. Minorités et espaces urbains du Moyen Âge à l'époque moderne* (Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999); Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien. Une histoire d'intégration (1880–1960)* (Rome, École française de Rome, 2000); Judith Rainhorn et Claire Zalc, « Commerce à l'italienne : immigration et activité professionnelle à Paris dans l'entre-deux-guerres », *Le mouvement social* 191 (avril-juin 2000) : 49–67; Daniel Roche, *La ville promise. Mobilité et accueil à Paris (fin XVII^e–début XIX^e siècle),* en collaboration avec G. Chabaud, J.-F. Dubost,
S. Juratic, V. Milliot et J. M. Roy (Paris : Fayard, 2000).
23. Philippe Guignet, *Le pouvoir dans la ville au XVIII^e siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge* (Paris : EHESS, 1990); Guy Saupin, *Nantes au XVII^e siècle. Vie politique et société urbaine* (Rennes : PUR, 1996); François-Joseph Ruggiu, *Les élites et les villes moyennes en France et en Angleterre (XVII^e–XVIII^e siècles)* (Paris : L'Harmattan, Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 1997).
24. Christoph Bernhardt et Geneviève Massard-Guilbaud, *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe* (Clermont-Ferrand : PU Blaise Pascal, 2002).
25. Susanna Magri, « La réforme du logement populaire : la Société française des habitations à bon marché, 1889–1914 », dans Christian Topalov, dir., *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914* (Paris : EHESS, 1999), 239–68; Viviane Claude et Pierre-Yves Saunier, « L'urbanisme au début du siècle; De la réforme urbaine à la compétence technique », *Vingtième siècle, revue d'histoire* 64 (octobre-décembre 1999) : 25–39. Numéro spécial *Villes en crise*.
26. Hélène Rivière D'Arc, dir., *Nommer les nouveaux territoires urbains* (Paris : Éditions UNESCO et Maison des sciences de l'homme, 2001); Alain Faure, « Un faubourg, des banlieues, ou la déclinaison du rejet », *Genèses* 51 (juin 2003) : 48–69.
27. Bernard Lepetit, « Pour une pratique restreinte de l'interdisciplinarité », *Revue de synthèse* 3 (1990) : 331–38.